



*Liberté • Égalité • Fraternité*

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE L'HERAULT

# **RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS**

## **SPECIAL N°31**



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'HÉRAULT

**Arrêté n° 20150475**

**Portant autorisation d'un système de vidéoprotection**

- Vu** le code de la sécurité intérieure, ses articles L223-1 à L223-9 et L251-1 à L255-1 ; ses articles R251-1 à R253-4 ;
- Vu** le décret n° 2013-1113 du 4 décembre 2013 relatif aux dispositions des livres I<sup>er</sup>, II, IV et V de la partie réglementaire du code de la sécurité intérieure, ses articles R251-1 à R253-4 ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéosurveillance ;
- Vu** la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;
- Vu** l'arrêté du 5 janvier 2011 fixant les conditions de certification des installateurs de systèmes de vidéosurveillance ;
- Vu** la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection ;
  - **situé : COMMUNE DE VILLENEUVE LES BEZIERS.**
- Vu** l'avis émis par la commission départementale de vidéoprotection en sa séance du **29 janvier 2016.**

**Considérant** l'équilibre réalisé entre les atteintes aux libertés ;

Le référent sûreté entendu,

**Sur** proposition du sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de l'Hérault ;

**A R R E T E**

**Article 1<sup>er</sup>** : est autorisé à l'adresse sus-indiquée un système de vidéoprotection, selon les conditions fixées au présent arrêté, pour une durée de cinq ans renouvelable, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le numéro **20150475**.

Ce système, qui concerne les espaces ouverts au public, comprend **18 caméras** :

**CAMERAS FIXES**

<b>N° sur plan 1</b>	<b>Situation sur site</b>	<b>Nom caméra correspondant au logiciel vidéo existant</b>
1	Fixée dans l'angle du poste de police place de la révolution	
2	Fixée au dessus de la porte du poste de police	
3	Fixée sur local à gauche de l'entrée principale VL de la salle des fêtes rue de la source	Abattoirs
4	Fixée sur local à gauche de l'entrée principale VL de la salle d	Arrière salle des fêtes
5	Sur mât dans l'enceinte de la salle des fêtes coté terrain de boules rue des jasmins	Parking salle des fêtes
6	Sur mât dans l'enceinte de la SDF coté terrain de boules	Côté salle des fêtes
7	A l'intérieur du local des toilettes publiques bd de la république	
8	Fixée sur la façade du local accueil des Services techniques (ST) au bout de la rue des lilas	
9	Fixée sur la façade du local accueil des ST	
10	Fixée sur la façade du local face à l'entrée des ST	

## CAMERAS MOBILES

N° sur plan 1 et 2	Situation sur site	Nom de la caméra correspondant au logiciel vidéo existant
1	Fixée sur la façade mairie rue de la Marianne	Mairie
2	Sur mât à l'angle du bd Gambetta et rue du 4 Septembre	République
3	Sur mât bd de la République devant parking Dardé	Jardin
4	Fixée au dessus de l'entrée de l'E.H.P.A.D rue Dardé	Maison de retraite
5	Sur mât à l'angle rue du canal/pont canal	Pont canal
6	Fixée sur angle du bâtiment du CCAS, place gabriel Péri	Poste
7	Sur mât rue de la Source face lotissement Lou Récantou	Dôme salle des fêtes
8	Sur mât à l'angle rue des Mimosas/rue du Jasmin	Crèche
9	Sur mât des éclairages du stade municipal	Stade
10	Sur mât face à l'ancienne route de Sérignan	City Park
11	Sur mât rue des Lilas à côté du parking des écoles	Ecoles
12	Fixée au dessus des conteneurs à poubelles contre une façade sur le parking des ancennes écoles rue Léon Lagarde	Anciennes écoles
13	Sur mât coté parking Club House rond point avenue Pierre bérégovoy	Rond point
14	Sur mât à coté du local avenue des gloriettes	Décheterie

**Ce système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur et il ne doit pas être destiné à alimenter un fichier nominatif. Les caméras dans les espaces ouverts au public, devront être dotés de masquages dynamiques de façon à ne pas visionner les lieux privatifs (locaux professionnel, locaux d'habitations, ...).**

Le demandeur devra également s'assurer des conditions de sécurisation de l'accès aux images.

**Article 2 :** Le public devra être informé, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.
- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

**Article 3 :** Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai **15 jours**.

**Article 4** : Le titulaire de la présente autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

**Article 5** : Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir sur l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que sur la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 6** : L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 7** : Le droit d'accès aux informations enregistrées est prévu par les dispositions du code de la sécurité Intérieure susvisé.

**Article 8** : Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 9** : Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions du code de la sécurité intérieure susvisé, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard des dispositions du code de la sécurité Intérieure susvisé. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 10** : L'autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans à compter de la date du présent arrêté. Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

**Article 11** : La présente autorisation sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Hérault. Dans un délai de deux mois à compter de la publication de celui-ci ou de la date de sa notification au demandeur, ce dernier pourra présenter un recours gracieux devant le préfet de l'Hérault, ou hiérarchique devant le ministre de l'Intérieur. En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de 2 mois à compter de la date de réception de votre recours gracieux ou hiérarchique, celui-ci devra être considéré comme implicitement rejeté.

Un recours contentieux pourra également être formulé auprès du Tribunal administratif de Montpellier dans les deux mois suivant l'expiration du délai écoulé depuis la date du recours hiérarchique en cas de décision implicite de rejet du ministre de l'Intérieur ou depuis la notification de la décision expresse de rejet de cette même autorité.

Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2ème mois suivant la date de notification de la décision contestée (la présente décision, le recours gracieux ou hiérarchique) ou dans les 2 mois suivant l'expiration du délai de 2 mois écoulé depuis la date du recours gracieux ou du recours hiérarchique en cas de décision implicite.

**Article 12** : Le sous-préfet, directeur de cabinet de la préfecture de l'Hérault, le maire, le directeur départemental de la sécurité publique de l'Hérault, le Général commandant le groupement de gendarmerie de l'Hérault, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire est adressé au demandeur.

A Montpellier, le 1er février 2016.

Pour le Préfet et par délégation,  
le sous-préfet, directeur de cabinet

signé

Guillaume SAOUR